

DEUXIEME ANNEE



N° 6

Fédéchoses - *F006*

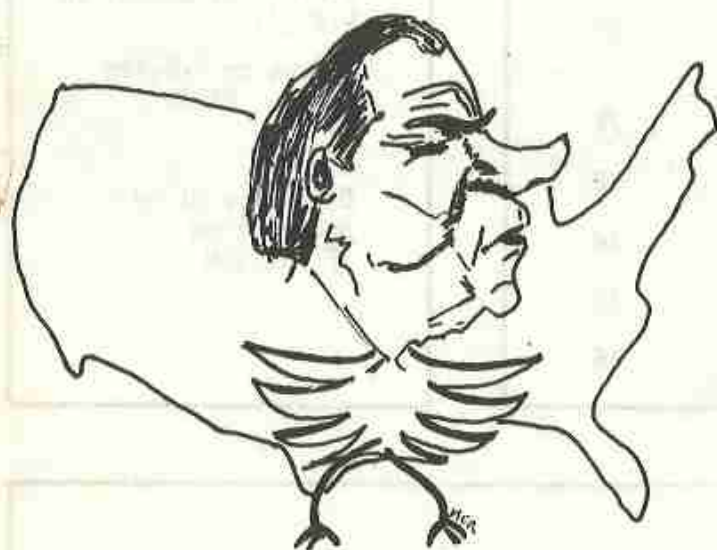
fédéchoses

POUR LE FEDERALISME

3F

ETATS - UNIS

LE FEDERALISME



INTERVIEW
DE MANDEL

LE
PIEMONT
D'UNE
EUROPE

SOCIALISTE

EN MIETTES

LE 2^e
CONGRES
de la JEF

DEUXIEME TRIMESTRE 1974

L'AMBIGUITE !

SOMMAIRE

	P.
LA DECADENCE DU FEDERALISME AUX USA	4
INTERVIEW D'ERNEST MANDEL Le Piémont d'une Europe socialiste	8
DEUXIEME CONGRES DE LA J.E.F. : L'AMBIDUITE	17
LA MORT DE VICTOR JARA	19
MALHONNETETE INTELLECTUELLE ET BONNE CONSCIENCE	20
PERSPECTIVES FEDERALISTES 74	21
NOTES D'UN SECTATEUR DE LA GRUE METAPHYSIQUE	26
LES FEDERALISTES ET LA POLITIQUE EUROPEENNE DU GOUVERNEMENT FRANCAIS	28
OUVREZ DONC UN AUTRE OEIL, MESSIEURS LES FEDERALISTES !	30
TRIBUNE LIBRE : UNE INTERPELLATION : L'OBJECTION DE CONSCIENCE	31
HISTOIRE DU MOUVEMENT BRETON	32
NOTES FEDERALISTES	34
Dans le prochain numéro	35
EUROGAG	36

COMITE de REDACTION

JF BILLION

JM DUBOS

Y PAGES

JL PREVEL

B THERY

Secrétariat de
rédaction :

JF RICHARD

Revue fédéraliste
trimestrielle

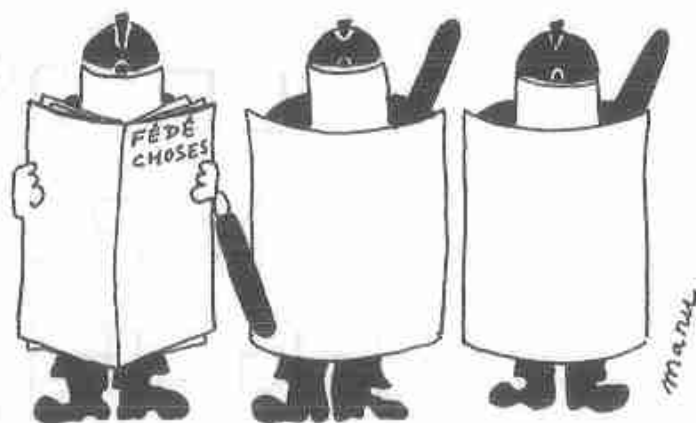
Imprimerie SYROS
9, rue Borromée
P A R I S - 15°

Tout courrier :

J.E.F. (ex-Jeunes du
M.F.E.) :

6, rue de Trêvise
75009 PARIS

Directeur de la
publication :
JF BILLION



Faites comme
lui
Abonnez-vous

15F (minimum!)

EDITORIAL

LE DEUXIEME SOUFFLE

Avec ce sixième numéro, commence une nouvelle étape.

Fédéchoses cesse d'être un bulletin de liaison de groupes de la J.E.F. Fédéchoses devient une revue trimestrielle dont le contenu est fixé par un comité de rédaction de cinq membres.

Ce comité de rédaction souhaite s'engager dans plusieurs directions :

- Informations sur les activités de la J.E.F. et de l'U.E.F. En particulier sur les actions décidées au niveau supranational ; c'est ainsi que nous soutiendrons et mènerons la campagne supranationale de pétition pour l'Assemblée constituante décidée au Congrès de Luxembourg de la J.E.F.
- Réflexions sur le fédéralisme et plus largement sur les conditions de la lutte politique dans la société moderne.
- Large échange d'articles avec les bulletins des sections de la J.E.F. Ainsi, nous publions dans ce numéro l'interview de Mandel effectuée par nos camarades allemands de "Forum".
- Soutien à toutes les luttes anti-autoritaires (école, armée, minorités nationales, luttes sociales) qui agitent sporadiquement les Etats-nations européens, et concourent à leur affaiblissement et plus tard à leur destruction.
- Travail et soutien à toutes les forces qui, notamment au sein du C.L.A.S. luttent pour une société nouvelle ; une société socialiste, démocratique et autogestionnaire.

Le rôle de Fédéchoses est d'exposer aux forces démocratiques et socialistes, politiques ou syndicales, l'importance fondamentale de l'alternative européenne dans la lutte contre l'impérialisme, contre le fascisme et pour le socialisme à visage humain.

Dans cette voie, ce sixième numéro marque un second souffle de Fédéchoses ; il dépend de tous les militants et sympathisants fédéralistes conscients de leur rôle historique, que celui-ci ne soit pas le dernier.

FEDÉCHOSSES

LA DECADENCE DU FEDERALISME AUX USA



D'APRES HARRY READE
(1909, Revue cubaine 29.8.62.)

Pour aboutir à des conclusions sérieuses sur les destinées du fédéralisme américain, il est nécessaire avant tout de décrire le système politique issu de la Convention de Philadelphie.

La constitution fédérale divisait les compétences gouvernementales entre le pouvoir fédéral et les Etats membres, en établissant le principe que toutes les compétences qui n'étaient pas expressément attribuées au premier revenaient aux seconds.

Les compétences attribuées au gouvernement fédéral étaient la politique extérieure, la guerre, la marine, le commerce international, le commerce entre les Etats (membres), la monnaie et quelques autres de moindre importance. Toutes les autres compétences restaient du domaine des Etats fédérés.

L'allégeance des citoyens à l'Etat était divisée : elle allait à la fois au gouvernement fédéral et à l'Etat fédéré. Des intérêts s'attachaient durablement à l'un comme à l'autre.

Ce système politique a longtemps résisté à la tendance naturelle de tout Etat à la centralisation, car l'éducation ne dépendait pas du même centre de décision que l'armée et la politique extérieure, l'Amérique n'avait pas de frontières communes avec d'autres Etats (insularité politique) et le service militaire obligatoire était inutile.

Après ce court rappel des caractéristiques fondamentales de l'Etat fédéral, il faut voir maintenant quelles sont les causes des transformations qu'il a subies.

Hamilton craignait qu'à l'avenir l'équilibre se rompît en faveur des Etats fédérés plus proches des citoyens. Il s'agissait donc de les empêcher d'exercer des compétences que la constitution attribuait au pouvoir fédéral.

Jusqu'à la fin de la guerre civile, cette prévision parut se vérifier. L'allégeance des citoyens à l'Etat membre équilibrait l'allégeance à la fédération, ou parfois l'emportait. Mais la consolidation du pouvoir fédéral avait pour elle la force des choses, encore que les compétences de la fédération s'exerçassent bien peu au-delà de la politique extérieure qui n'avait sur la vie des Américains qu'une incidence encore négligeable. En mainte occasion, la lettre de la Constitution fut forcée pour permettre aux Etats fédérés d'exercer des compétences que ce texte leur retirait.

En définitive, le seul point d'appui du gouvernement fédéral, c'était le système de partis qu'avait affermi le régime présidentiel. La scission du parti démocrate en 1860 (Convention de Charleston), provoqua la sécession des Etats du Sud, et c'est au prix d'une guerre civile que la crise fut surmontée et l'Union renforcée.

La fin de la guerre civile atténua la localisation territoriale des partis: désormais, les intérêts qu'ils exprimaient étaient partout présents sur le territoire de l'Union. Ainsi les partis rétablirent un équilibre plus stable qu'avant la guerre. Le gouvernement fédéral reprit le contrôle de la monnaie et du crédit qui lui avait échappé sous la présidence de Jackson.

Les dangers de la sécession étaient conjurés à jamais, tandis que l'insularité politique empêchait la croissance du pouvoir fédéral au-delà de certaines limites.

Les premiers signes de changement remontent aux deux dernières décennies du XIXème siècle. L'industrialisation massive joua un rôle déterminant. Les revendications sociales caractéristiques de la maturité du capitalisme s'exprimèrent avec une force inconnue jusqu'alors et les Etats de l'Union

produisirent une abondante législation économique et sociale. Mais l'apparition de la production de masse favorisa la création des premiers grands *trusts*, que les Etats n'étaient plus en mesure de contrôler. La politique de la main-d'oeuvre ou la politique des prix d'un trust qui avait son siège social à New York, n'intéressaient plus le seul Etat de N.Y., car elles avaient des répercussions sur toute la vie des Etats-Unis. La multiplication des échanges commerciaux entre les Etats élargit le domaine d'intervention du pouvoir fédéral. L'expression *commerce entre Etats* changea peu à peu de signification et en vint à inclure des activités qui n'avaient avec le commerce qu'un rapport indirect. La présidence gagna en prestige sous l'impulsion de Wilson. La balance du pouvoir penchait du côté fédéral.

Une autre cause de centralisation entra en jeu. La première guerre mondiale marqua le début de l'effritement de l'insularité politique des Etats-Unis. L'équilibre européen et la puissance navale britannique commençaient à dépendre de l'Amérique. Isolationnisme et sécurité devenaient antinomiques. Or, plus la politique extérieure prend de l'importance dans la vie d'une société, plus le pouvoir qui la conduit, le pouvoir central, gagne à son tour en importance. C'est le cas en temps de guerre. En définitive, la première guerre mondiale renforça le pouvoir central plus que ne l'avait fait le développement économique des trente années précédentes. Mais cette poussée centralisatrice connut un temps d'arrêt. L'équilibre européen était rétabli. L'éducation échappait toujours au pouvoir fédéral et l'armée restait peu développée.

Mais la marche vers la centralisation interrompue dans le domaine de la politique internationale, reprit sur le terrain économique. C'était la prospérité, que les Américains attribuaient au *business*. L'impuissance des Etats fédérés était devenue à peu près totale et le pouvoir fédéral n'avait pas les moyens d'intervenir. Or, jusque-là, la Cour suprême avait toujours pu faire triompher ses déci-

ons en s'appuyant tantôt sur le pouvoir fédéral, tantôt sur les Etats membres. Pourtant, elle torpilla désormais sans discrimination toute législation économique et sociale, qu'elle provint des Assemblées législatives des Etats ou qu'elle provint du Congrès, et son action contribua puissamment au maintien du statu quo. Evidemment, la Cour avait pour elle les grandes concentrations capitalistes industrielles et financières.

De la fin de la première guerre mondiale jusqu'à la victoire définitive du *New Deal*, l'histoire des Etats-Unis ne se confond plus, du moins dans le domaine économique, avec l'équilibre Union-Etats, mais avec la lutte des concentrations capitalistes contre le pouvoir fédéral et leur victoire jusqu'en 1929.

Mais pour surmonter la crise, il fallait gouverner pour de bon. Seul le gouvernement fédéral pouvait le faire, en augmentant ses pouvoirs. La victoire de Roosevelt sur la Cour harmonisa la structure constitutionnelle des Etats-Unis aux exigences du développement économique. Les changements étaient profonds. Théoriquement, c'était la fin du fédéralisme. Les Etats, privés d'autonomie financière, perdaient l'autonomie politique. Mais, pratiquement, le poids du passé atténuait ces transformations. Les deux partis étaient encore des fédérations de partis locaux. Alimenté par la tradition fédéraliste, le système des partis qui avait freiné jadis la tendance centrifuge, freina la tendance centripète. Si bien que les citoyens voyaient encore, dans leur Etat un moyen d'agir sur leur vie, celle de leur famille et celle de leur ville.

Le coup décisif pour l'autonomie des Etats fut porté par la deuxième guerre mondiale, où tous les Etats furent obligés de prendre, au moins temporairement, le caractère d'Etat totalitaire, dirigé monolithiquement par un centre unique et tout-puissant. Tout ralentissement dans la prise ou l'exécution des décisions, toute résistance locale, la distraction de quelque ressource disponible que ce



soit pour des emplois civils, constituait un risque pour la sécurité des Etats-Unis.

L'insularité américaine avait définitivement disparu dans le conflit. L'Amérique ne pouvait plus revenir à l'isolationnisme dont dépendaient l'équilibre Unions-Etats et la faiblesse de l'armée. Un système mondial d'Etats était né, dont l'Union soviétique et les Etats-Unis étaient les deux pôles. Le monde était divisé en zones d'influence, l'une russe, l'autre américaine. La tâche était colossale : tout ce qui dépendait des Etats-Unis serait tombé entre les mains de l'U.R.S.S. sans une présence militaire et une pression diplomatique de tous les instants. Quand vint la détente, l'économique reprit le pas sur le militaire et le diplomatique. L'hégémonie américaine devint la couverture politique de l'internationalisation du capital.

Ainsi, l'histoire des Etats-Unis est celle d'une société politique qui a vu la naissance et la décadence du fédéralisme.

La concentration du pouvoir entre les mains du gouvernement fédéral procède de deux tendances fondamentales :

- le passage de l'insularité à la position de pôle occidental de l'équilibre mondial ;
- la continentalisation des rapports sociaux et l'accession au statut d'économie dominante.

Il est impossible que coexistent dans le même cadre constitutionnel un appareil puissant - conséquence inévitable de la participation directe à la balance mondiale du pouvoir - et une pluralité de centres autonomes de décision politique. Plus un Etat est exposé, plus il est centralisé.

Le système mondial des Etats a fait disparaître tous les phénomènes d'insularité politique. L'instance politique (la raison d'Etat) l'emporte alors sur toute autre détermination historico-sociale, même sur l'instance économique (la production et la

circulation des marchandises). Seule la coextensivité de l'Etat et de la planète peut recréer les conditions insulaires de stabilité de l'équilibre fédéral, qui sont aussi les conditions du dépérissement de l'Etat, ou plutôt de tous les Etats, fédéral et fédérés, c'est-à-dire les conditions de la substitution de l'administration des choses au gouvernement des hommes.

Le fédéralisme, né en Amérique, ne peut être relancé qu'en Europe, où la tendance centripète sera très active, mais temporairement contrebalancée par la tendance centrifuge procédant de la diversité nationale. Le fédéralisme y sera nécessairement fragile, mais cette fragilité constituera un témoignage vivant des conditions de son accomplissement universel.

Bernard BARTHALAY



~~~~~

Revue de Politique : "Le Fédéraliste" - 4 numéros par an  
abonnement : 20 FF.

Rédaction lyonnaise = Bernard Lesfargues  
36, rue des Essarts - 69500 BRON

C.C.P. : 5654-32 - 69500 BRON

~~~~~

INTERVIEW d'ERNEST MANDEL

" LE PIEMONT D'UNE EUROPE SOCIALISTE "

Ernest MANDEL

Nos amis allemands de FORUM E ont réalisé, il y a quelques temps, cette interview de Ernest Mandel, le célèbre économiste trotskiste.

Il nous a semblé nécessaire de publier ce document.

Ce dialogue entre Fédéralistes et trotskistes a été traduit de l'allemand par Marc Heinzely.

Ernest Mandel, né le 5 avril 1923 à Francfort-sur-le-Main, est aujourd'hui professeur à l'Université libre de Bruxelles. Pendant la Résistance contre le fascisme hitlérien, il a adhéré à la Quatrième Internationale dont il est aujourd'hui la "tête pensante".

Publications : 1962 : "Traité d'Économie Marxiste" ; 1966 : "Introduction à la Théorie Économique Marxiste" ; 1967 : "La formation de la pensée économique de Karl Marx" ; 1968 : "La C.E.E. et la concurrence Europe-Amérique" ; 1968 : "La crise économique allemande : leçons de la récession de 1966-67".

Entretemps, cet économiste de premier plan a été interdit de séjour en R.F.A., aux U.S.A., en France et en Suisse.

E. Mandel est co-éditeur de la revue : "La Gauche".

FEDECHOSES n'est pas seul :

- . FORUM E : Bulletin des Jungen Europäischen Föderalisten.
J.E.F. - Bundesvorstand - 5300 BONN 1 - Markt 4.
- . JEF-Info : Secrétariat international de la J.E.F.
14, rue Duquesnoy - B 1000 - BRUXELLES
- . The Federalist : 1 A Whitehall Place - LONDON S W 1
Tel. 01.839.6622
- . Federalismo Militante : J.E.F. - Sezione di Pavia
Viccolo Tre Re - 1
27100 - P A V I A

FORUM : Monsieur Mandel, quand vous avez publié en 1968 le livre "La CEE et la concurrence Europe-Amérique", vous avez dû, au sujet de l'orientation de la C.E.E., laisser encore quelques questions sans réponse. Où en est la situation aujourd'hui ? Peut-on parler de tendances claires ?

E.MANDEL : La question de la consolidation définitive de la C.E.E. reste toujours en suspens et j'en reste à mon pronostic de 1968, que cette question ne deviendra décisive que dans le cas d'une récession générale sur le marché mondial et en Europe de l'ouest.

F. : Le "comeback" sensationnel de l'Europe de l'ouest et du Japon est, selon vous, dû à des raisons économiques immanentes. Quelles sont donc ces raisons ?

E.M. : Premièrement la loi générale du développement inégal, c'est-à-dire le fait que, pour un minimum de capital et d'éducation industrielle (qualification de la main-d'oeuvre), les forces qui ont un retard technologique peuvent avoir un développement plus rapide que celles qui dominent sur le marché mondial, parce que les retardataires peuvent, d'un seul coup, s'approprier la technologie la plus moderne. Deuxièmement, le fait qu'à la fin de la 2ème guerre mondiale, sur la base de la conjoncture internationale, le rapport des forces entre l'Est et l'Ouest à l'échelle mondiale avait condamné les USA à injecter en Europe de l'ouest et au Japon des capitaux plus importants, parce que, pour le capital monopoliste américain, une politique d'isolement, telle qu'elle était encore pratiquée jusqu'à la veille de la 2ème guerre mondiale, n'était plus défendable dans les conditions existantes non seulement militairement, mais aussi économiquement. Troisièmement, et ce serait sans doute le plus important, l'accumulation du capital en Europe de l'ouest et au Japon après la 2ème guerre mondiale, a été facilitée par rapport aux USA du fait qu'une gigantesque armée industrielle de réserve s'était accumulée : dans le cas de l'Europe de l'ouest, surtout à cause du grand courant de réfugiés venant d'Allemagne orientale et centrale jusqu'en R.F.A. ; en Italie et au Japon surtout par la logique interne de l'industrialisation et par l'augmentation de la productivité dans l'agriculture, ce qui a conduit à une gigantesque libération de la main-d'oeuvre agricole, à un gigantesque exode rural.

Dans ces conditions d'une armée industrielle de réserve non seulement conjoncturelle, mais structurelle, le taux de plus-value a pu augmenter puissamment, c'est-à-dire que l'augmentation des salaires réels est restée pour toute une époque en retard par rapport à celle de la productivité. Ce taux de plus-value élevé a permis d'augmenter le taux de profit et d'avoir une accumulation de capital supérieure à la moyenne, qui explique finalement toute cette évolution de l'après-guerre.

A vrai dire, ces conditions favorables à un taux de croissance supérieur à la moyenne en Europe de l'ouest et au Japon changent vers la fin des années 50 : au début des années 60 en Europe de l'ouest et un peu plus tard au Japon. Aujourd'hui, le taux de plus-value de l'Europe de l'ouest et du Japon ne devrait guère être supérieur à celui des USA.

F. : Est-ce que l'accroissement de la concentration et de la centralisation du capital sur le plan international est dû à l'accentuation de la concurrence internationale, ou y a-t-il d'autres raisons ?

E.M. : Dans les conditions du capitalisme, on ne peut pas séparer l'évolution de la concurrence de phénomènes tels que le rythme du développement technologique, la croissance de la limite minimale inférieure du rendement dans la production de masse, qui détermine le seuil de rentabilité, la nécessité donc, de débouchés bien plus vastes, la nécessité, à l'échelle mondiale, d'une division internationale du travail continuellement affinée, etc.

F. : Vous avez écrit en 1968, que les autorités de la CEE se plieront toujours plus à la pression des entreprises. Cette pression s'est-elle entretemps renforcée et où sont, à votre avis, les signes qu'on ait cédé à cette pression ?

E.M. : La pression s'est renforcée sans aucun doute ; nous en trouvons des signes concrets dans toute l'évolution ou dans le manque d'intervention dans l'évolution, depuis 1968, par exemple de la politique industrielle, du développement technologique, de la politique d'investissement, de la politique régionale, etc. Les besoins de rentabilité des grandes firmes et des monopoles dominant plus que jamais le profil de toute l'économie dans la CEE ; toutes les autres priorités à long terme, comme la protection de l'environnement, le développement régional, l'assurance des sources de matières premières à long terme, le changement des conditions de travail, etc. leur ont été largement subordonnées.

F. : Pour l'Union Européenne, cela vaut-il la peine, à votre avis, de rattraper l'avance technologique des USA avec tous les moyens disponibles ?

E.M. : Maintenant ça en vaut la peine, c'est-à-dire que, dans le cadre du marché mondial capitaliste et de la concurrence qui y règne, une pareille tentative est inévitable. S'il y avait une Europe socialiste, la question se poserait d'une toute autre façon. Alors, on ne se poserait pas la question de rattraper une avance, mais de chercher à développer une technologie entièrement différente, qui serait, comme on l'a déjà dit, soumise aux priorités humaines.

F. : Qu'est-ce qui est le plus important aujourd'hui dans la CEE, la contrainte absolue ou relative dans le sens de l'interpénétration des capitaux ?

E.M. : On ne peut guère l'estimer quantitativement. Je dirais que la tendance est plus déterminée par la contrainte relative que par la contrainte absolue, c'est-à-dire que les branches d'industrie, firmes, branches où il n'y a plus de place que pour une seule entreprise dans la CEE, restent tout de même une minorité, ne sont pas encore décisives, quoique leur nombre augmente lentement, mais sûrement.

F. : Quelle importance a pour l'Europe le fait que, spécialement dans le domaine des banques, la concentration soit la plus rapide et sans doute aussi la plus importante ?

E.M. : Comme le capitalisme tardif est une époque de l'impérialisme et comme l'impérialisme est caractérisé par la position dominante du capital financier, cette imbrication croissante dans le domaine du capital financier et des banques est une preuve qu'à long terme la tendance dans l'industrie - dans la mesure où les conditions financières actuelles ne changent pas fondamentalement - est à l'interpénétration des capitaux.

F. : Vous écrivez : "Par l'organisation d'une zone de libre-échange plus large, la bourgeoisie ouest-européenne cherche à résoudre au moins partiellement et provisoirement cette contradiction immanente du mode de production capitaliste et de l'Etat national bourgeois". Pouvez-vous caractériser un peu plus cette contradiction immanente et la bourgeoisie a-t-elle réussi en créant la Communauté Européenne ?

E.M. : C'est sans doute encore le sujet central de conflits à l'intérieur de la C.E.E. et de l'ordre social capitaliste en vigueur à l'échelle européenne. La zone de libre-échange est une première et faible tentative pour résoudre cette contradiction entre l'internationalisation des forces productives et le maintien de l'Etat national bourgeois ; et sinon pour la résoudre, du moins pour la diminuer. Mais pour que cette contradiction ne s'accroisse pas, il faut des rapports économiques, sociaux et administratifs tels qu'une intervention croissante de l'Etat dans la vie économique ne devienne pas nécessaire. L'illusion d'un pareil état de choses, disons de l'économie de marché sociale idéale, pouvait peut-être subsister jusqu'au commencement des années 60, donc au-delà des premières années de la C.E.E., et au plus tard jusqu'à la récession allemande de 1966/67 ; depuis la crise générale de la société européenne, en préparation depuis mai 1968, et surtout depuis l'effondrement du système monétaire international, je crois qu'il n'y a plus personne aujourd'hui pour croire à cette utopie.

Ce que nous voyons donc, c'est le "recouplage" renforcé de l'économie sur l'Etat, sur l'intervention continue des services publics dans les rouages économiques ; dans ces conditions, l'opposition entre l'Etat national, d'une part, et le capital de plus en plus internationalisé, l'interpénétration internationale du capital et des firmes internationales, d'autre part, reste très très forte et même accentuée, malgré l'existence d'une zone de libre-échange. En ce sens, on peut dire que la bourgeoisie n'a pas encore réussi en Europe de l'ouest à créer un Etat qui, pour les nécessités actuelles des Konzerns multinationaux, soit adéquat et congruent ; c'est le mot qu'il faut employer dans ce contexte. Ceci permet à nouveau de tirer des conséquences sur l'instabilité croissante et menaçante de la C.E.E., qui menace justement d'être broyée par cette contradiction. Si d'une part, l'économie a besoin d'une injection plus forte d'investissements publics, et si, d'autre part, la C.E.E. n'est encore qu'une formation pré-étatique, il y a le risque très concret que la C.E.E. se désagrège. En ce sens on peut dire qu'aujourd'hui dans le domaine de la politique industrielle, de la politique monétaire et de la crise de l'énergie (politique énergétique), les dernières décisions n'ont pas encore été prises.

Dans tous ces secteurs importants, où le capitalisme ouest-européen a certainement besoin d'un supplément de programmation économique, de dirigisme économique, pour tourner des crises graves, on ne sait pas encore qui fixera cette planification ou ces interventions, si cela sera fait par les Etats nationaux ou sur le plan de la C.E.E. La monnaie européenne n'est pas encore créée malgré les besoins très grands dans ce domaine, non seulement en Europe, mais à l'échelle mondiale, pour le capitalisme occidental.

Toutes ces décisions restent encore à prendre et je pense qu'elles détermineront le sort de la C.E.E. dans les années qui viennent. Je voudrais répéter ce qui a été souvent dit et qui est presque une évidence :

Dans les conditions actuelles, une monnaie européenne commune avec un budget européen commun, nourri par des sources indépendantes des Etats nationaux, est impensable sans une politique industrielle, une politique des travaux publics, une politique de l'emploi qui soient communes, ce qui veut dire alors un Etat, une structure qui disposerait de toutes ces possibilités, qui serait un véritable Etat fédéral, qui ne laisserait plus aux Etats nationaux que des compétences très résiduelles.

Mais comme les événements courants le montrent, ce saut est très difficile et il faudra sans doute des tensions très grandes et une récession à l'échelle européenne pour obliger à prendre cette décision.

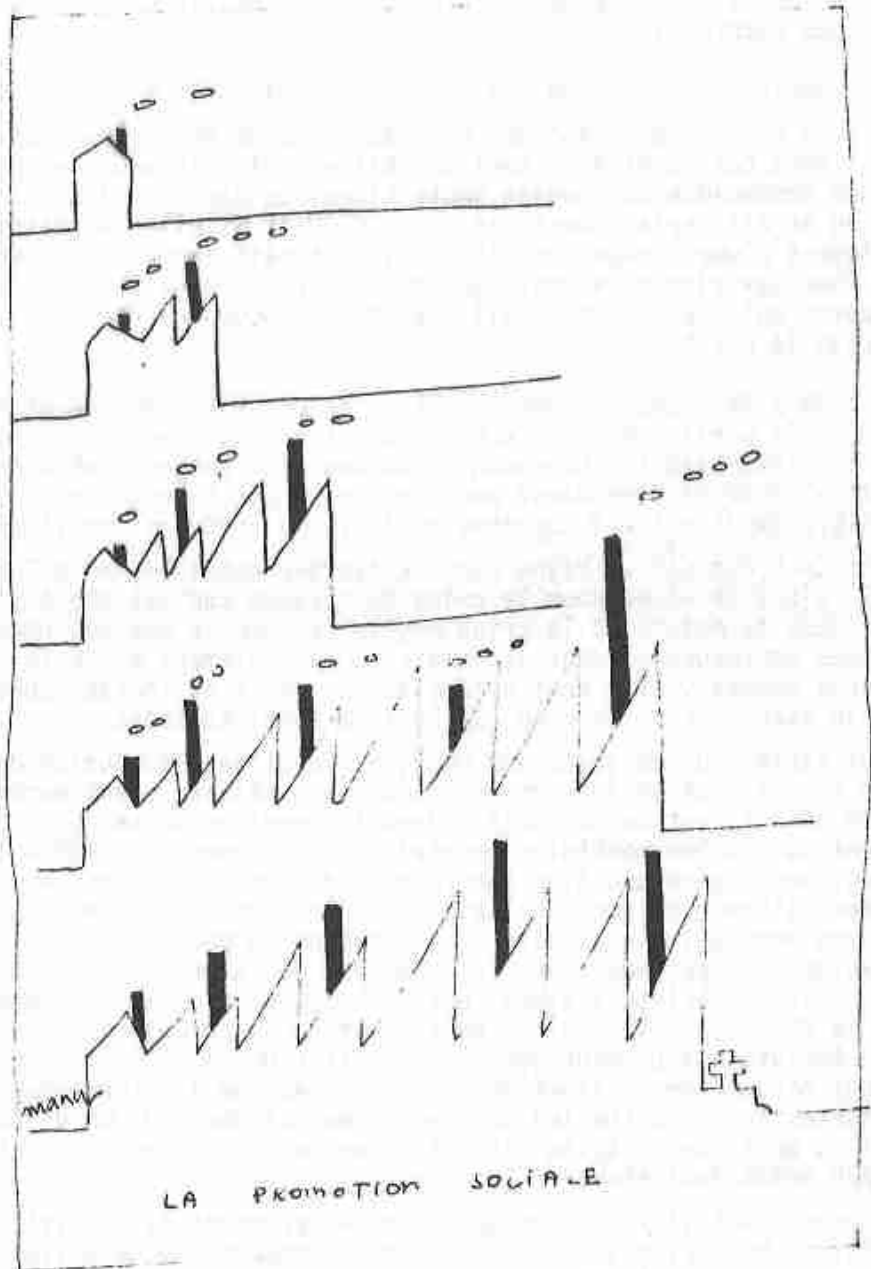
F. : Dans les régions où ce que l'on appelle les vieilles branches d'industrie étaient implantées, il y a eu déjà des crises de structure économique. Vous en avez conclu que si cette tendance continue, tout l'équilibre social européen du capitalisme tardif s'effondrerait dans la Communauté Européenne. Est-ce que cette tendance se poursuit et se dessine-t-il pour vous, un effondrement du capitalisme tardif ?

E.M. : A la fin de la question il y a une certaine déclinivité. Les structures dans les vieilles branches d'industrie, dans les vieilles régions, sont un des moments de la crise du capitalisme tardif. Je n'ai jamais affirmé que ce serait le moment décisif de la crise. Je dirai que cette tendance est encore sans aucun doute très forte. En Angleterre peut-être plus forte que dans n'importe quel état membre de la Communauté européenne. Les contradictions régionales dans la zone de la Communauté Européenne se sont accentuées depuis 1968. Les contrastes entre les revenus relatifs, le bien-être en général entre les régions les moins développées et les plus développées, ont grandi sans aucun doute. Cette logique d'une économie de marché reste immanente au système. Je ne voudrais pas en tirer de conclusion. La crise structurelle du capitalisme tardif n'est pas seulement une crise des régions et branches industrielles retardataires. C'est une crise des rapports de production de l'ensemble du capitalisme. J'ai essayé de l'indiquer dans le dernier chapitre de mon livre "Le capitalisme tardif".

F. : Vous avez parlé une fois des chances historiques des institutions supranationales européennes. Est-ce que cette chance a été utilisée et vaut-il la peine pour les habitants de l'Europe d'utiliser cette chance ?

E.M. : Je ne peux pas me rappeler dans quel contexte j'aurais parlé d'une chance historique au sens d'une bonne nouvelle d'un Evangile. Je dirai que le caractère supranational ou le caractère central, parce qu'il n'en est pas resté tellement, des institutions européennes, était une chance pour le capitalisme tardif ouest-européen, pour la bourgeoisie ouest-européenne, dans la mesure où il était conscient de la nécessité d'une nouvelle forme d'Etat qui corresponde à l'imbrication croissante du capital. La crise actuelle de ces institutions supranationales qui a été clairement soulignée lors de la dernière proposition du président Pompidou, de former un cabinet européen à partir de conférences régulières des chefs d'Etat, la Commission n'étant même pas représentée, ceci exprime seulement cet état d'incertitude que j'ai déjà décrit et où les Etats nationaux d'une part, ne sont plus congruents par rapport aux conditions économiques capitalistes existantes, mais où, d'autre part, la C.E.E. a encore un caractère pré-étatique, donc pas véritablement étatique, et n'est pas non plus congruente par rapport à ces conditions. La résistance de toutes ces forces bourgeoises à la création d'un Etat fédéral européen ne doit être surmontée dans le cadre de la société bourgeoise capitaliste en Europe de l'ouest que par le fait que les intérêts de l'interpénétration internationale du capital s'affirment dans des forces politiques bourgeoises. Ce qui ne s'est pas encore produit jusqu'à maintenant.

F. : En 1968, vous pensiez encore que seule une Grande-Bretagne socialiste pourrait se soustraire à la C.E.E. La Grande-Bretagne n'est pas devenue socialiste mais membre de la C.E.E. Que signifie cela pour la C.E.E. et pour la classe ouvrière européenne ?



E.M. : J'en reste à mon pronostic de 1968 : cette évolution n'est pas encore finie. Je ne sais pas si vous savez que la direction du Labour Party s'est vue forcée de promettre qu'après son retour au pouvoir elle négocierait de nouvelles conditions d'adhésion et que, six mois après, elle les proposerait à un référendum. On a déjà vu de nombreux partis politiques, même de gauche, ne pas tenir les promesses électorales ; je n'en tirerai absolument aucune conclusion et je ne pronostiquerai pas maintenant que, dans le cas d'un gouvernement Wilson, la Grande-Bretagne quittera la C.E.E., mais l'affaire n'est pas encore finie.

F. : Seriez-vous heureux que la Grande-Bretagne quitte la C.E.E. ?

E.M. : On ne peut pas répondre à cette forme de question. Tout dépend de savoir dans quel sens elle veut se retirer. Si elle veut se replier sur une politique économique bourgeoise protectionniste dans les limites d'un petit Etat, je n'en serais certainement pas heureux. Mais si elle se retirait pour devenir le Piémont d'une Europe socialiste, j'en serais immensément heureux. Tout dépend donc des circonstances. Dans ce cas, ce ne serait qu'un retrait provisoire, parce qu'à cela il pourrait y avoir "beaucoup de réponses", même à l'intérieur de la C.E.E.

F. : Dans le rapport Werner on lit : "L'Union Economique et Monétaire apparaît ainsi comme un ferment pour le développement de l'Union politique sans laquelle elle (la Communauté) ne pourrait pas exister durablement". Que signifie la crise économique pour la Communauté Européenne ? Est-elle un autre signe de la crise du système capitaliste en Europe de l'ouest ?

E.M. : Ce n'est pas un signe pour le système capitaliste en Europe de l'ouest, c'est un signe pour la crise du système capitaliste à l'échelle mondiale et dans la mesure où la crise monétaire dure, n'est pas réglée, menace d'avoir des conséquences dans le domaine du déploiement et de la croissance du commerce mondial, elle peut naturellement avoir de lourdes conséquences, même pour la stabilité interne du capitalisme ouest-européen.

Ce qui saute tout-de-suite aux yeux, au sujet de l'évolution de la crise monétaire mondiale et en liaison avec l'union monétaire ouest-européenne faisant encore défaut, est ce qui suit : dans la première phase qui a suivi l'effondrement du système monétaire mondial, dans la phase de 1969 à 1973, nous avons vu que, par une dévaluation générale du dollar par rapport aux monnaies européennes, l'impérialisme américain a essayé d'améliorer ses positions dans le commerce mondial, à vrai dire aux dépens de sa position dans le domaine de l'exportation des capitaux. Dans la dynamique de la réévaluation et sur la base des conditions existant alors, une série de pays ouest-européens et au premier rang la R.F.A., mais d'autres aussi, ont pu se permettre en gros de réagir à cette évolution seulement par des consultations à l'échelle européenne. Il n'en est pas découlé des distorsions à l'intérieur de l'Europe même dans le rapport des forces actuel entre les puissances européennes, du moins pas à une large échelle, quoi que l'Italie ait été malmenée et la France relativement favorisée par cette évolution.

Mais maintenant il y a la menace d'un renversement de situation dès l'année prochaine, par suite de la dévaluation ininterrompue du dollar et du maintien de sa non-convertibilité en or, ce qui déplacerait les rapports de la concurrence internationale sur le marché mondial au profit des USA. Dans ces conditions, et si l'anarchie du système monétaire actuel continue, il y aurait une évolution monétaire inverse de celle que nous avons entre 1969 et 1973.

Ceci nous donnerait une série de dévaluations européennes, parce que aux yeux des Américains, ce qui est bien pour les uns ne l'est pas pour les autres. Dans les conditions de la dévaluation des monnaies, nous l'avons appris par l'histoire des années 20 et 30, les relations des Etats européens entre eux peuvent souffrir. Si le franc français est dévalué par rapport au dollar européen, il l'est aussi par rapport au DM. et si le DM. l'est par rapport au dollar, il l'est aussi par rapport aux autres monnaies européennes. Je ne peux pas m'imaginer que dans la dynamique de la dévaluation, les Etats européens puissent faire cavalier seul, comme ils l'ont fait dans la dynamique de la réévaluation. J'ai donc l'impression que la pression objective en faveur d'une Union monétaire et d'une monnaie européenne commune, augmentera très fortement dans les prochaines années, et ce n'est pas impossible que cela devienne un des points où même les U.S.A. et le Japon aient intérêt dans la mesure ils voudraient arrêter la poursuite de l'anarchie et de la décomposition du système capitaliste mondial, de sorte que pour le moins, ils ne créeraient pas d'obstacles supplémentaires à cette Union monétaire, pour ne pas dire qu'ils la favoriseraient.

F. : Le capital a créé ses organes Internationaux ; où en est resté le mouvement ouvrier ?

E.M. : Il n'y a pas grand-chose de changé depuis 1968. On peut pourtant constater quelque chose de positif : je ne voudrais pas être trop pessimiste. Je crois que 1968 était un creux. Dans la conscience, je ne dirai pas, des fédérations syndicales nationales et sans doute même pas des syndicats d'industrie nationaux, mais des camarades qui travaillent sur le plan régional, local ou national, directement pour des sociétés internationales et transnationales; le besoin s'est imposé dans une certaine mesure d'avoir au moins des consultations internationales et des actions internationales et maintenant, à l'opposé de 1968, il y a pourtant une série, disons de premiers résultats très modestes dans ce domaine. L'exemple le plus significatif est certainement la grève sur le tas contre le concern international AKZO, qui a eu lieu en Hollande, en RFA, avec des soutiens en Belgique et en Suisse, avec pour résultat 6.700 salariés menacés de licenciement dans ce concern multinational, qui peuvent maintenant continuer à travailler. Pour le concern international Dunlop-Pirelli, il y a actuellement, plus ou moins dans la phase de démarrage, un corps international de représentants du personnel ; il y a des premiers succès dans les négociations internationales sur les salaires, entre autres chez Saint-Gobain.

Il y a donc quelques premiers résultats modestes mais, ce qui est intéressant, seulement sur un plan purement syndical et pratiquement uniquement sous la pression soit de licenciements importants, soit pour éviter une déclivité importante de salaires. Les exigences qualitatives qui sortent du cadre pur du salaire ou dutemps de travail, et telles que ces derniers temps elles ont pu être posées à l'occasion dans des luttes importantes, ne s'expriment absolument pas encore à l'échelle européenne. Il y a des signes qu'on en vient à une certaine consultation à l'échelle européenne dans la question du contrôle ouvrier, mais il n'est pas encore question d'actions communes.

F. : Au cours de la formation de la C.E.E., il s'est développé toujours plus une idéologie spécifique. On parle de l'idée d'une Europe Unie, qu'il s'agit de réaliser, ou de la pensée européenne qui prend toujours plus tournure par suite du processus d'intégration. Quelle est, à votre avis, la cause d'une pareille interprétation du processus d'intégration?

E.M. : C'est visiblement une inversion des conditions réelles. Ce n'est pas parce que l'idée européenne progresse que l'intégration avance, mais parce que l'économie capitaliste ou le degré de développement des forces productives avance vers un cadre européen; c'est pour cette raison, à mon avis, que l'idée européenne progresse. Les pensées sont nées de la réalité, ce n'est pas la réalité qui a été produite par les pensées.

F. : Heinz O. Vetter rend le manque de "transparence" et les structures de décision antidémocratiques de la C.E.E. responsables du fait que les actions syndicales dans le cadre européen ne se développent que très lentement. Pourquoi, à votre avis, n'y a-t-il pas ou si longtemps de syndicat européen ?

E.M. : Il y a là une raison, mais seulement une parmi beaucoup d'autres.

Je dirai que le conservatisme des directions syndicales et les grandes difficultés d'adaptation des camarades, des membres des syndicats face à des conditions et à des super-structures entièrement nouvelles, font partie des raisons décisives. On pourrait aussi retourner le problème et dire, justement parce que les structures de décision de la C.E.E. ne sont pas démocratiques, qu'il aurait dû y avoir une action antagoniste bien plus forte de la part des syndicats.

F. : Est-ce que les difficultés objectives pour la conquête du pouvoir sont encore surmontables dans le cadre des Etats nationaux ?

E.M. : Encore. Pour encore combien de temps, je n'en sais rien. En Angleterre, très certainement, de même qu'en France, en Italie et en R.F.A., mais le temps passe, les aiguilles tournent, et il est absolument certain que ce n'est plus valable pour cinquante ans.

F. : Quelle est la position de la IVème Internationale face à la Communauté Européenne ; quel rôle veut-elle y jouer et que peut-elle faire de concret pour le mouvement ouvrier ouest-européen ?

E.M. : L'Internationale voit dans la C.E.E. une superstructure bourgeoise et, comme elle refuse l'Etat bourgeois, le système capitaliste, elle refuse aussi la structure bourgeoise, la structure semi-étatique ou préétatique que représente la C.E.E. Dans le processus de l'internationalisation du capital, de l'interpénétration croissante du capital et de l'intégration économique dans l'espace de la Communauté Européenne, la IVème Internationale veut promouvoir tous les moments de la coopération et de l'intégration entre les travailleurs, leurs organisations et les syndicats à l'échelle européenne ; du fait qu'elle est elle-même une des organisations peu nombreuses qui soient intégrées à l'échelle européenne, elle veut soutenir au maximum des actions communes, des formes d'action, des initiatives à la base de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier.

Traduction de Marc HEINZELY.

Note du Traducteur

Comme c'est moi qui ai traduit l'article intelligent, érudit, européen de Mandel, je voudrais aussi lui adresser quelques critiques :

1. Sauf erreur, je crois qu'on n'y trouve pas une ligne favorable à la construction ouest-européenne (1). Presque tout est passé au noir. C'est de la peinture religieuse, mais inversée : à gauche les bons, à droite le mal. Pourtant, bien des gens travaillent sincèrement à construire cette Communauté Européenne. Ils ne feraient rien de bon ? Allons, voyons !

2. Ernest Mandel discute le pour et le contre d'un divorce possible de l'Angleterre avec la C.E.E. Pour moi, ce serait un malheur ! Dans une Angleterre recroquevillée, refermée, il n'y aurait pas plus de réussite socialiste que de beurre en broche. Ou bien nos vieux peuples vont s'unir ou bien ils vont tous passer à la casserole d'un des colonialismes mondiaux. A moins encore, qu'on ne se bricole un petit minimum vital entre deux eaux, à la petite semaine.

(1) E. Mandel pense européen comme un bon négatif photographique.

2^e CONGRÈS DE LA JEF

L'AMBIGUÏTÉ

Le congrès constitutif de la JEF réuni à Luxembourg en 1972 avait vu la réalisation dans l'enthousiasme de la réunification des jeunes fédéralistes au niveau européen.

En deux ans, une structure européenne, l'organisation de rencontres, s'est mise en place. Des séminaires ont permis aux militants de mieux se connaître et de commencer à se donner une plate-forme politique et une stratégie commune (stages de Londres en décembre 1972, et Lyon en septembre 1973). Peu d'actions communes ont été réalisées, si ce n'est le contre-sommet de Paris en octobre 1972.

Nous attendions donc du deuxième congrès de la JEF réuni à Luxembourg en février 1974, le "passage aux actes". Nous désirions la définition d'une action-cadre européenne sur la base d'une plate-forme politique cohérente. Ce congrès n'a pas entièrement répondu à notre attente pour diverses raisons.

RECUPERATION

Il semble qu'une vaste opération de récupération de la JEF ait été mise en place à l'occasion du Congrès. Cette opération s'est manifestée par un certain nombre d'entorses aux statuts, soutenues par des éléments qu'il serait difficile de qualifier de progressistes.

Ces entorses ont consisté en l'attribution de mandats sans procuration écrite, à une association adhérant à la JEF sur la base de contacts avec les éléments cités plus haut. Ce grossissement des mandats a donc altéré les scrutins et principalement l'élection du Comité fédéral qui ne comprend parmi ses dix-sept membres élus qu'un Italien, deux Allemands et aucun Français ... mais de nombreux nordiques. Par contre, nous ne pouvons que nous féliciter de l'élection de Julian Priestley comme président de la JEF.

UNE ACTION

Parmi de nombreuses motions, le Congrès en a adopté une très importante et qui concerne l'action. La JEF a, en effet, décidé :

" de promouvoir la présentation d'une pétition populaire au Parlement Européen et aux parlements nationaux pour demander qu'il soit confié au Parlement de Strasbourg la tâche de préparer une Constitution européenne.

La réalisation de ce but déclencherait un processus irréversible destiné à transformer le Parlement européen en un centre de pouvoir démocratique au niveau européen.

Cette action doit représenter la tâche fondamentale de chaque section de la JEF. Pour réaliser ce but, la JEF doit mobiliser toutes les forces politiques et syndicales démocratiques en agissant comme catalyseur et comme charnière de ces forces.

Le but de la JEF doit être de recueillir un minimum de 1.000.000 de signatures en Europe. Le succès donnerait une légitimation populaire à notre action, en lui attribuant un poids politique énorme.

La possibilité d'atteindre ce but dépend de chacun de nous : les signatures peuvent être recueillies par un militant isolé, ainsi que par une section.

Cette action doit être unifiée au niveau européen. Dans ce but, le Congrès déclare que pour la coordination de l'action, le Secrétariat sera organe exécutif et le Comité Fédéral l'organe de contrôle politique. "

C'est à la mise en place de cette action, seul moyen de permettre à la JEF de "décoller" sur le plan européen, d'affirmer sa volonté politique et sa capacité d'agir sur une plate-forme commune, que nous jugerons l'équipe en place.

Si d'une part, le comité d'arbitrage constate que des irrégularités ont eu lieu au niveau des mandats et si, d'autre part, le Comité Fédéral s'avère incapable de mettre en place à bref délai l'action commune décidée, alors il sera nécessaire de convoquer un Congrès extraordinaire afin de repartir sur des bases saines.

LA JEF EN FRANCE

Il convient enfin de déplorer la faible représentation de la JEF France à ce Congrès. Les trois mandats dont étaient munis les cinq délégués démontrent l'urgence d'une réorganisation de la JEF en France.

Les groupes de Paris et de Lyon étaient pourtant bien présents si l'on en juge l'intérêt porté par les congressistes pour "Pédéchoses" et pour la motion que nous avons présentée et fait voter (voir l'encadré).

Il faut donc penser à convoquer à bref délai une Assemblée générale des groupes JEF en France. Et surtout rassembler tous les adhérents du MFE de moins de 28 ans.

Si nous voulons que la JEF soit à l'avant-garde du combat fédéraliste en France, qu'une stratégie soit mise en place, que notre présence soit efficace au niveau européen de la JEF, il est nécessaire que notre organisation se structure.

L'A.G. de la JEF devra répondre à ces objectifs en définissant une plateforme politique pour une stratégie commune et en se donnant les moyens organisationnels de leur mise en place.

Jean-Luc PREVEL.

MOTION PRESENTÉE PAR LA J.E.F. FRANCE

Le deuxième congrès Européen de la J.E.F. :

- s'inquiète de la répression policière sans cesse croissante, de l'intolérance vis-à-vis des minorités nationales, de la passivité complice du gouvernement français à l'égard des crimes racistes.
- condamne la dissolution des mouvements autonomistes, en particulier Enbata, l'éloignement des réfugiés politiques du pays basque-nord, destiné à préparer l'opinion publique à de nouvelles actions répressives concertées avec le régime fasciste de Madrid contre les patriotes basques.
- réaffirme la solidarité des fédéralistes avec tous ceux qui luttent contre l'Etat national bureaucratique et centralisé ; son opposition à toute mesure d'extradition de réfugiés politiques.

En conséquence, le deuxième Congrès Européen de la J.E.F. :

constatant le caractère commun de toutes les luttes visant à détruire les Etats nationaux, invite tous les groupements engagés dans ces luttes à combattre pour la Fédération Européenne, première étape de leur libération.

LA MORT DE VICTOR JARA

Comme partout, le fascisme assassine ...

"Victor s'est approché des portes par où entraient les prisonniers. Là, il s'est heurté au commandant du camp, qui l'a regardé, puis a fait le geste d'un homme jouant de la guitare. Victor a acquiescé de la tête, souriant avec tristesse. Le militaire a souri aussi, content de sa découverte.

Il a ordonné à quatre soldats de le retenir et a demandé qu'une table soit placée au milieu du terrain pour que tout le monde puisse la voir. Victor fut conduit jusqu'à la table et, là, on lui a ordonné d'y poser ses mains. Brusquement, l'officier a brandi une hache. D'un seul coup il a coupé les doigts de la main gauche et, d'un autre ceux de la main droite.

Victor est tombé. Un seul cri est sorti des 6.000 poitrines. Douze mille yeux ont vu l'officier piétiner le corps du chanteur en hurlant : "Chante maintenant!"(...)

Lentement, Victor s'est remis debout et, chancelant, ses mains mutilées en avant, tel un somnambule, il s'est dirigé vers les gradins.

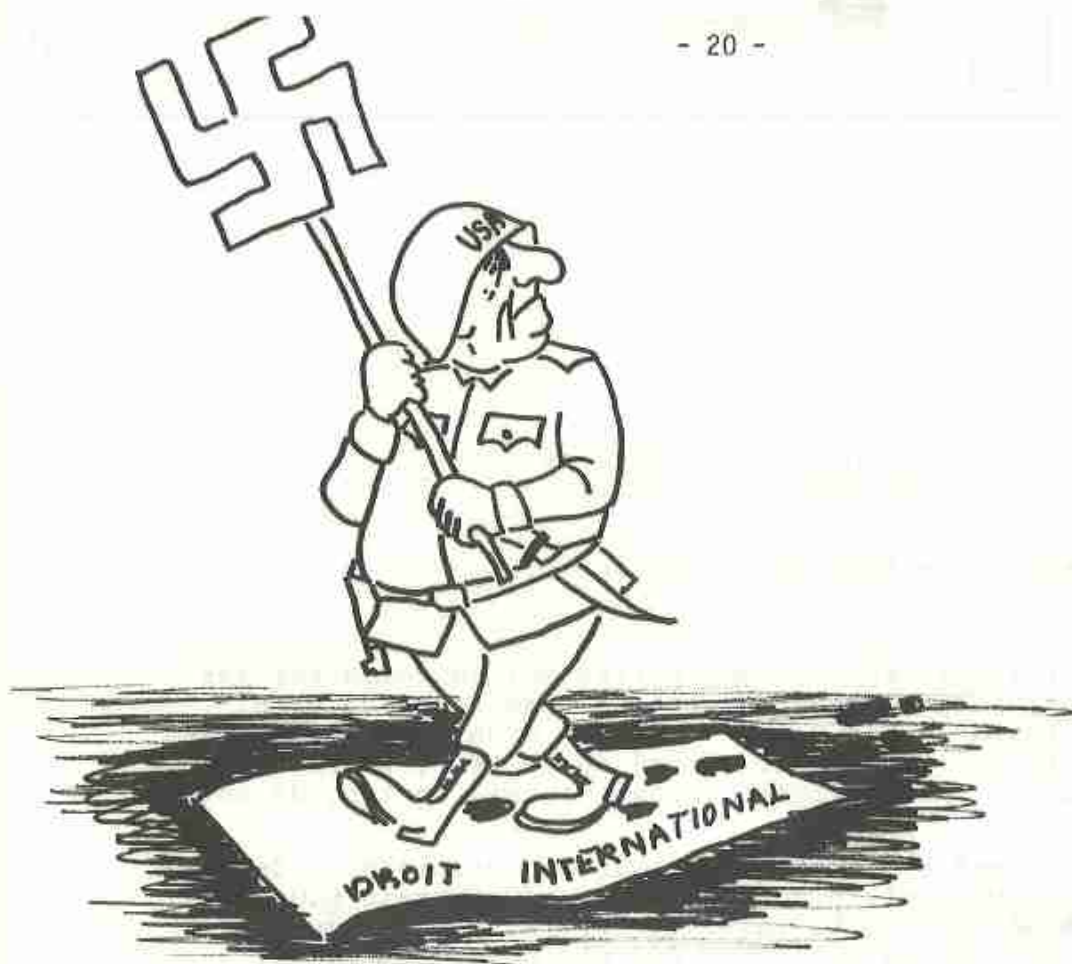
Il y eut un profond silence et Victor a dit : "Camarades, faisons plaisir à Monsieur le commandant!" Alors, levant ses mains ensanglantées, il a entonné l'hymne de l'Unité Populaire, repris peu à peu par six mille voix.

C'en était trop pour les militaires. Une rafale est partie, et le corps de Victor s'est plié en avant. D'autres rafales sont parties des fusils-mitrailleurs mais, cette fois dirigées vers les gradins.

Beaucoup de corps sont tombés sur le terrain. Les cris des blessés étaient insoutenables, mais Victor ne les entendait plus. Il était mort."

LA OPINION (Buenos-Aires)

2 janvier.



MALHONNETETE

INTELLECTUELLE
ET

BONNE

CONSCIENCE

Le deuxième Congrès européen de la JEF aura été le théâtre d'incidents regrettables.

Organisateurs de ce Congrès, nos camarades luxembourgeois avaient invité des réfugiés politiques chiliens, dont Luis Ayala (actuel président de la International Union of Socialist Youth), à prendre la parole devant les délégués. Cette communication a précédé le dépôt d'une motion où nos amis allemands assuraient le peuple chilien du soutien de la JEF dans sa lutte pour le rétablissement du socialisme au Chili.

C'est précisément ce qu'a refusé la fraction conservatrice du Congrès, criant à la provocation (?), et faisant une motion dont le mot socialisme était retiré et remplacé par celui de démocratie.

Il va sans dire que nous ne refusons pas la démocratie, mais de quel droit les réactionnaires au sein de la JEF, se sont-ils arrogés la possibilité de s'ériger en censeurs du peuple et des travailleurs chiliens ?

Une telle motion est proprement scandaleuse.

Ce n'est pas à la JEF de juger du combat du peuple chilien ; celui-ci s'étant démocratiquement donné un régime socialiste, la motion de Luxembourg est une injure aux résistants chiliens et à tous les antifascistes.

En agissant de la sorte, certains militants de la JEF ont révélé leur véritable nature et le camp dans lequel ils se rangent. Il est regrettable que nombre de délégués les aient suivis, ne comprenant pas la véritable portée du débat.

J.F.B.

PERSPECTIVES FEDERALISTES 1974

Depuis quelques semaines, le "fédéralisme européen" et quelques-unes de ses revendications actuelles, l'élection au suffrage universel européen du Parlement de Strasbourg en particulier, occupent une place non négligeable dans le débat politique.

Le moment est donc venu de faire le point sur ce fédéralisme, européen de surcroît, en 1974.

Les critiques proviennent aussi bien de l'U.D.R. que de certains courants d'extrême-gauche. Les premières relèvent de l'anathème et ne nous intéressent pas ; les secondes, par contre, nous poussent au contraire à poursuivre un débat de clarification à cause des prises de position du PCF d'une part, et de Lutte Occitane d'autre part (Sur ce dernier point, voir l'article de réponse à l'article de Lutte Occitane).

La théorie de l'état neutre

Le P.C.F. continue à refuser une Europe politique supranationale, car il estime qu'elle contribuerait à faire le jeu des monopoles, sans être capable de s'opposer au pouvoir des sociétés multinationales, et qu'elle ne pourrait être qu'un sous-bloc de l'ensemble atlantique, dominé par l'impérialisme américain. Cela n'est pas en contradiction avec sa prise de conscience des réalités européennes et sa participation aux efforts de démocratisation de l'Europe économique existante.

La réponse classique des fédéralistes européens est connue : le cadre fédéral européen changera la nature des choses. Il n'est pas possible de savoir ce qui se passera à l'intérieur ; les reclassements politiques et sociaux qui pourront intervenir sont imprévisibles, mais de toute façon l'état fédéral permettra une meilleure garantie de la "démocratie". Comme ce cadre est indispensable, il faut lutter pour sa réalisation.

Cela correspond à un choix politique et théorique clair : la croyance en la neutralité de l'état. Comme si un état était effectivement le point de convergence des intérêts divergents d'une communauté, comme si l'état, qu'il soit national ou fédéral, n'était pas un instrument au service d'une classe sociale pour le maintien et la défense de ses intérêts.

Il est temps pour les fédéralistes de sortir de cette ornière théorique et de ne pas continuer à offrir le visage de ceux qui proposent un cadre fédéral dont le contenu serait confié aux bons soins des forces sociales et politiques qui voudraient bien l'accepter. Dans un article précédent, "Etat-fort national ou Etat-fort européen", je pense avoir montré comment le choix des structures fédérales appartient déjà à l'arsenal politique des forces pro-capitalistes. Il est inutile de continuer à faire leur jeu en la matière. Les prises de position des milieux centristes, de la majorité comme de l'opposition, pour l'élection au suffrage universel de l'Assemblée Européenne de Strasbourg, montrent que les fédéralistes sont cette fois en retard d'une bataille.

Une lutte commune avec ces forces pourrait être menée dans le seul cas de danger de fascisation à l'intérieur du cadre national. En effet, il vaudrait mieux un maintien des intérêts capitalistes par un système fédéral, en Europe, donc encore "démocratique", que par l'instauration d'une ou de plusieurs dictatures. Cela justifie en particulier pleinement les formes des luttes fédéralistes en Italie à l'heure actuelle, et explique la convergence qui s'y produit entre le PCI, les divers partis démocratiques et les fédéralistes sur cette ligne.

Mais hors de ce cas limite, les fédéralistes doivent résolument faire un choix du contenu à donner au cadre général; cela fera tomber un des éléments du masque que dénonce à juste titre Lutte Occitane.

L'abandon de l'appel au peuple

Pendant la phase lyrique du développement de l'idée européenne, les fédéralistes donnèrent un contenu à "leur Europe" et cela guidait leur méthode : c'était l'Europe du Peuple, l'Europe par le Peuple, pour le pouvoir constituant du Peuple Européen. Cette revendication ultra-démocratique était suffisante en soi à ce moment-là, malgré toutes les ambiguïtés qu'elle pouvait couvrir. La méthode d'action du Congrès du Peuple Européen, la réalisation de Cahier de revendication, s'inspiraient très largement de la Révolution française. Le but était de créer un contre pouvoir, donc d'arriver à une dualité du pouvoir et par une situation révolutionnaire de parvenir à la création d'une fédération reposant sur la volonté du peuple. Les masses populaires ayant eu l'occasion de s'exprimer, de se donner des organes politiques et un pouvoir constituant propre, l'état fédéral européen n'aurait pas alors été seulement un cadre, mais aurait satisfait de nombreuses aspirations populaires, autres qu'européennes ... Mais de cela, les fédéralistes ne voulaient pas. L'appel au peuple était volontairement limité au seul cadre institutionnel. L'échec de la tentative a été justifié par des difficultés techniques, mais en fait elle était vouée d'avance à l'échec, puisqu'il ne s'agissait que d'une fausse mobilisation populaire sur un seul point politique, bien éloigné des préoccupations quotidiennes des travailleurs.

Et depuis, la recherche du soutien populaire s'amenuise, s'atrophie, même quantitativement. Aux centaines de milliers de voix des électeurs du Congrès du Peuple Européen, ont succédé les dizaines de milliers de signatures du recensement du peuple fédéral

européen pour en arriver enfin aux mille signatures pour la pétition à déposer au Sénat français pour que ses dignes membres daignent mettre à l'ordre du jour une discussion sur l'élection au suffrage universel du Parlement Européen. En fait, ce qui intéresse les responsables fédéralistes aujourd'hui, c'est le dialogue avec la "classe politique", pour lui prêcher la bonne parole. Les velléités d'action auprès de l'opinion publique ont pour but d'avoir une base minimum de crédibilité, mais nous sommes loin de l'appel au peuple des débuts.

Un sentiment élitiste a longuement supplanté le choix d'un engagement populaire, et pour cause; il faudrait préciser ce qu'il y aurait dans cette Europe fédérale, et beaucoup n'y tiennent pas.

Le complexe du Marxisme

Cette démarche élitiste recherche des fondements théoriques et cela nous conduit à analyser une troisième caractéristique du fédéralisme européen 1974. Le parallèle entre "avant-garde fédéraliste" et "avant-garde révolutionnaire", dans le sens marxiste du terme, n'est pas récent et n'a pas pour seul but de compenser les complexes de la poignée de militants fédéralistes, comme cela peut être le cas pour beaucoup de groupes minoritaires. Non, le mimétisme vient de beaucoup plus loin, et l'on peut parler d'un véritable complexe du marxisme.

Celui-ci atteint d'ailleurs aussi bien les fédéralistes institutionnels (pour le cadre fédéral européen) que les fédéralistes dits intégraux.

Un des classiques du fédéralisme, le "Manifeste des Fédéralistes Européens", offre une structure calquée sur le manifeste communiste, et une entité nouvelle, l'état national, est soumise à une analyse, schématiquement marxiste dans la forme, à la place de la bourgeoisie; la place d'antithèse étant occupée par l'état fédéral européen.

La démarche de l'appel au peuple relevait d'ailleurs d'un processus également marxien.

Des adversaires des fédéralistes du Mouvement Fédéraliste Européen ne s'y sont pas trompés, puisqu'ils ont qualifié ces gens-là de "communistes" et que leur chef de file, bien courte il faut le dire, André Voisin, continue de l'écrire et de l'affirmer imperturbablement. Cela amuse beaucoup les membres du M.F.E., car ils ne se sentent pas marxistes, et ne le sont pas, cela est certain. Mais on voit que l'illusion pouvait exister, d'autant plus facilement que l'on y mettait de la mauvaise foi.

Affirmer que les fédéralistes intégraux procèdent eux aussi à un certain mimétisme du marxisme, peut surprendre. Ceux-ci procèdent au contraire à une critique virulente du marxisme dans tous les domaines philosophiques, sociologiques, économiques, politiques, et prétendent disposer d'une doctrine globale, mais non totalitaire, qui peut et doit supplanter le marxisme.

C'est précisément par cette volonté acharnée à détruire le marxisme point par point, par cette référence permanente au contre-marxisme, que l'on retrouve précisément ce complexe du marxisme.

Ce courant intellectuel a utilisé et interprété, entre autres éléments, l'héritage multiforme de Proudhon, ce qui a permis la mise en avant de quelques thèmes intéressants : autogestion, répartition des pouvoirs aux niveaux où les problèmes peuvent être résolus, mais qui, sortis de leur contexte, peuvent être interprétés et appliqués dans des formes totalement réactionnaires sur le plan politique et économique.

Ainsi, lorsque Lutte Occitane accuse les fédéralistes européens de brandir le terme autogestion comme un chiffon rouge en direction des masses populaires, ce journal est bien en deçà de la réalité. Pour ces fédéralistes européens (du Parti Fédéraliste Européen, de certains groupuscules ramassés de l'extrême-droite, de certains

fédéralistes intégraux) l'autogestion à laquelle ils pensent, à laquelle ils réfléchissent, n'a rien à voir avec une autogestion socialiste. Pour eux, il s'agit d'une forme structurée de l'association Capital-Travail, d'une autogestion qui ne suppose pas de luttes des classes, ni de prise de possession des moyens de production par les travailleurs.

C'est dire que l'ambiguïté sur le terme autogestion est totale. Le danger de cette doctrine réside dans le fait qu'après être restés confinés dans un cadre de discussions théoriques, ses adeptes s'organisent maintenant pour la développer auprès des populations par tous les moyens, y compris les actions électorales; la critique conduite par Lutte Occitane contre le Parti Fédéraliste Européen a été nécessaire, mais l'occasion d'élections présidentielles pourrait être saisie par les partisans de cette doctrine pour essayer de sortir du ghetto dans lequel ils se trouvent encore pour l'instant. La tentative de récupération de l'agitation dans les minorités nationales n'est donc qu'une petite partie de l'iceberg politique qui se déplace.

Pour nous fédéralistes, partisans d'une autogestion socialiste, une bataille précise reste à mener. Heureusement, nous savons que nous ne sommes pas seuls.

Et pourtant, en tant que fédéralistes, nous continuons à militer dans des organisations qui sentent le soufre au nez de certains de nos camarades. Deux raisons, l'une mineure maintenant, l'autre majeure, nous contraignent à ce choix.

L'instrument d'action supranationale

Les internationales ont fait faillite, chacune pour des raisons spécifiques, alors que jusqu'à ces derniers mois l'illusion existait que les fédéralistes continuaient à militer dans un mouvement supranational. Leur analyse politique avait conduit les fédéralistes en Europe, à se doter d'un instrument d'action politique à la dimension du cadre étatique qu'ils voulaient

créer. Les instances suprêmes du MFE étaient supranationales (Congrès ; Commission ; Bureau). L'échelon national jouait un rôle limité, les organisations de base étant les régions. Ce type d'organisation devrait être étudié plus longuement, mais là n'est pas notre objet.

A la suite de la réunification des mouvements fédéralistes (M.F.E. et Action Européenne des Fédéralistes) les nouvelles structures mises en place ont perdu en supranationalité ce qu'elles ont gagné en extension géographique. L'Union Européenne des Fédéralistes fonctionne plus comme un regroupement confédéral de mouvements nationaux indépendants, que comme un mouvement supranational.

Donc, l'attachement à la pratique supranationale ne trouve plus, pour l'instant, de profondes satisfactions dans la participation à l'U.E.F. Celle-ci n'enlève rien pourtant à la valeur de ce principe.

La dénonciation de "l'anarchie" internationale

C'est le point théorique fondamental de l'analyse des fédéralistes, approfondi et développé dès les origines, et qui est le plus systématisé aujourd'hui par l'équipe que l'on peut rencontrer autour de M. Albertini.

Il est remarquable et regrettable que la critique de l'extrême-gauche contre les fédéralistes ne se situe jamais sur ce plan-là. Le P.C.F. réduit le fédéralisme européen à une sorte de *beni-oui-oui* à "l'Europe Unie" ; Lutte Occitane n'en parle même pas, ce qui se justifie pour le Parti Fédéraliste Européen qui était essentiellement visé, mais l'amalgame est toujours possible.

En fait, la critique de "l'anarchie" internationale, de la division du monde en états nationaux, a une portée universelle et la pensée fédéraliste ne peut donc pas être réduite à son seul cadre européen, même s'il s'agit d'un secteur d'intervention privilégié. L'analyse doit donc porter sur deux plans différents : la théorie universelle et les applications au niveau européen.

ELEMENTS DE THEORIE FEDERALISTE

L'analyse théorique démontre que la paix universelle ne pourra pas exister tant qu'il y aura des états souverains. D'autre part, la division du monde en états nationaux souverains interdit la mise en application d'une quelconque des grandes théories universelles : libéralisme, socialisme, communisme, etc. Et cette analyse conduit les fédéralistes à poser les problèmes au niveau mondial en ultime étape.

Nous ne retiendrons des possibles applications de cette analyse que celle qui concerne la construction du socialisme. L'apport fédéraliste est en effet essentiel pour résoudre le problème du socialisme dans un seul pays.

La théorie marxiste-léniniste de l'état, après la révolution, a été battu en brèche par les faits : la mise en place de l'état du peuple armé pour la réalisation de la dictature du prolétariat n'a pas pu aboutir à la phase du dépérissement de l'état. Les analyses critiques propres à chaque révolution sont menées actuellement et il nous apparaît nettement que les facteurs internationaux ont joué un rôle prépondérant. Les tensions entre les états nationaux, capitalistes et socialistes, d'une part, d'un même camp d'autre part, jouent un rôle vital dans l'évolution interne de chacun des états.

Cela paraît être une reformulation de l'internationalisme traditionnel. En fait, il n'en est rien. L'internationalisme socialiste a fait faillite, non pas pour des raisons techniques, mais à cause de ses lacunes conceptuelles et de ses analyses conçues à un moment historique où les états nationaux n'étaient qu'en gestation. Depuis, le système des états souverains a montré jusqu'où allait son absurdité et révélé ses contradictions que les fédéralistes sont pour l'instant les seuls à dénoncer aussi lucidement.

C'est pourquoi notre choix socialiste ne peut pas se passer de cet acquis essentiel du fédéralisme : la dénonciation du système des états nationaux.

LA LUTTE EUROPEENNE

Il apparaît par contre, plus difficile de justifier la conservation de la lutte pour l'Europe fédérale, étant donné les formes qu'elle prend actuellement et qui ne sont même pas ultra-démocratiques. Elles donnent l'impression que les fédéralistes soutiennent la Communauté Economique Européenne, ou manifestent, au mieux, une neutralité bienveillante à son égard.

Il est devenu clair que la lutte pour l'Europe politique est une affaire aux mains des bourgeoisies européennes, qui sert d'atout dans les relations avec le partenaire-concurrent américain. Les convergences de plus en plus frappantes entre les perspectives et les méthodes du Mouvement Européen, de l'Union Européenne des Fédéralistes (MFE), du Conseil des Communes d'Europe, pourraient nous satisfaire s'il s'était agi d'une radicalisation dans un sens ultra-démocratique, mais il n'en est rien. C'est une affaire de la classe politique, qui vise seulement à exploiter la crise des états européens actuelle pour aménager des structures européennes permettant la sauvegarde des intérêts des bourgeoisies européennes.

Ce combat ne nous intéresse guère, mais nous devons le suivre car il contient en son sein l'alternative démocratique possible face à une fascisation dans les états européens, comme je l'ai expliqué précédemment.

Réclamer la démocratisation des institutions de la C.E.E., en particulier l'élection au suffrage universel du Parlement Européen, entre parfaitement dans les vues des bourgeoisies européennes. Ce n'est donc pas en obtenant une mutation institutionnelle qui donnerait une fois tous les quatre ans le droit de voter au niveau européen, qu'une Europe démocratique serait mise en place.

L'Europe démocratique, et encore plus l'Europe socialiste ne se construiront pas par ces voies. Les fédéralistes conscients de ces faits ne doivent pas se contenter d'affirmer : le socialisme dans un seul pays d'Europe n'est pas possible, la dimension européenne est indispensable à sa réalisation.

Cela est vrai, mais insuffisant et un peu facile, et permet toutes les ambiguïtés. Pourquoi ne pas aller tenir parallèlement un langage comparable aux libéraux capitalistes, par exemple ?

Les fédéralistes ayant fait un choix autogestionnaire socialiste, doivent cesser ce double jeu ; il restera suffisamment de personnes pour le mener comme cela se pratique depuis des années.

LES TACHES PRIORITAIRES DES FEDERALISTES

Les militants fédéralistes doivent mener la lutte théorique la plus stricte possible pour enrichir le débat sur l'internationalisme avec les forces de gauche, cela dans tous les pays et pas seulement au niveau européen.

En Europe, ils doivent reprendre des mots d'ordre et des actions ultra-démocratiques en préconisant une mobilisation populaire, mais pas seulement sur les "structures fédérales européennes", mais en faisant s'exprimer toutes les revendications populaires à l'occasion du débat sur "l'Europe".

Le développement d'actions autonomes doit s'accompagner de la participation active aux regroupements en cours pour l'autogestion socialiste. Deux préoccupations essentielles doivent nous guider dans cette participation : d'une part participer aux luttes réelles des travailleurs dans les régions où sont implantés les fédéralistes, d'autre part travailler activement à la structuration du courant autogestionnaire à travers l'Europe dans la perspective de création d'un instrument supranational d'action.

Pour cela, dès maintenant les militants fédéralistes doivent utiliser leurs relations existantes entre les divers groupes en Europe pour favoriser les contacts et les études préalables pour la réalisation d'une vaste fédération des organisations socialistes autogestionnaires en Europe.

Michel MORIN

NOTES D'UN SECTATEUR DE LA GRUE METAPHYSIQUE

Je relis cette étude publiée dans le N° 12 de "Lutte Occitane" : "Le fédéralisme européen : pour quoi faire ?" et je consigne, à la diable, quelques-unes des réflexions qu'elle m'inspire.

En tant que membre du M.F.E., je ne discerne pas bien d'emblée en quoi cette charge contre le Parti Fédéraliste Européen et Poble d'Oc pourrait m'indisposer. Il est vrai que certains des membres du P.F.E. sont passés par le M.F.E. Et puis après ?

Par contre, ce que le rédacteur de "Lutte Occitane" ne dit pas, et d'ailleurs ne doit pas savoir, c'est que *fédéraliste* est une étiquette qui peut recouvrir des marchandises assez différentes. Il me semble qu'il en va de même pour *marxiste*, *socialiste*, etc. Il vaudrait la peine, par conséquent, de s'informer et d'affiner l'analyse.

Cela est évident dès le départ de l'article en question ; dans ce qu'on appelle les "antécédents" du fédéralisme, est mis en relief le manifeste de Maurras et Amouretti de 1892. C'est aller vite en besogne. Hamilton et Kant sont ainsi, avec d'autres, renvoyés au néant. Et plus avant on ne trouvera pas un mot sur l'histoire contemporaine du fédéralisme (Manifeste de Ventotene, par exemple), sur ses thèmes et ses luttes, et ses échecs aussi, etc. La documentation pourtant ne manque pas, si l'on tient à s'informer. Je signale un livre, un seul, parce qu'il est très récent (1973) et que je le lis en ce moment : "Storia del federalismo europeo", par Albertini, Chitti-Batelli et Petrilli, (Edizioni Rai radiotelevisione italiana : Ed. ERI).

Ceci dit, je ne vois vraiment pas pourquoi je ne souscrirais pas à la plus grande part des critiques formulées dans "Lutte Occitane" contre certain fédéralisme et un parti fantôme. J'ajouterai même du fédéralisme intégral qu'il ne m'intéresse pas, dans la mesure où je n'ai jamais bien compris ce que c'était. Ou plus précisément, c'est parce qu'il me semble entrevoir ce que c'est que je ne m'y associe pas. J'y vois une utopie dont le caractère réactionnaire apparaît dès qu'on dissipe les fumées dont il s'entoure et se voile.

Au panier !

Mais je ne pense pas que le P.F.E. ni le fédéralisme intégral doivent conduire à refuser de discuter sérieusement du fédéralisme et avec des fédéralistes. Que nous le voulions ou pas, nous Occitans, nous nous trouverons un jour ou l'autre en présence, concrètement, des problèmes que pose la malheureuse et risible unification (donc caricature d'unification) de l'Europe. Les partis communistes italien et français, eux aussi, ont fait longtemps comme si ça n'existait pas. Ils en sont revenus, ou ils en reviennent, et pas uniquement, comme l'explique Jean-Pierre Vigier du P.C.B., parce qu'ils glissent de plus en plus dans la social-démocratie.

Il faudrait bien aussi que nous nous demandions pourquoi l'Etat français, donc la bourgeoisie française, à la fois veut et ne veut pas d'union européenne. Et pourquoi ils s'en tirent par des déclarations qui pour être parfois fracassantes, n'engagent jamais à rien de sérieux (c'était la méthode de Gaulle : foudroyer les Etats-Unis, mais leur livrer benoîtement notre économie. Prestige du Verbe !). Il faudrait par conséquent savoir si, en faisant chorus contre une organisation à niveau européen, nous ne favorisons pas, en fin de compte, le puissant parti américain en Europe et notre dépendance vis-à-vis des U.S.A.

On pourrait également s'interroger sur ce qu'un commencement de démantèlement "par le haut" de l'Etat français libérerait de forces explosives. Pourquoi ne pas aider à plumer le coq français de quelques-unes de ses prérogatives ? Et si s'ensuivait une fissure dans le carcan napoléonien qui nous enserme ? Ah, bien entendu, nous serions encore en plein capitalisme. Mais plus, peut-être, en capitalisme aggravé de code civil et de césarisme. Et j'ajoute, bataille à mon avis parallèle à celle qui vise à obtenir des Assemblées régionales élues au suffrage universel direct et un exécutif régional renvoyant le préfet aux orties.

Je ne dis pas - et pas un fédéraliste sérieux ne dira, si institutionnaliste soit-il ! - que lorsque les Assemblées régionales seront élues au suffrage universel, lorsque l'Assemblée européenne sera élue de même, on n'aura plus qu'à se tourner les pouces. Et je ne dis pas non plus que cela remplace en quoi que ce soit les luttes sur le terrain. Je suis simplement (comme un simple que je suis) persuadé que l'Etat français est, pour des raisons contradictoires mais en pleine cohérence tout de même, aussi peu enclin à laisser gambader les minorités nationales qu'à se faire harakiri sur l'autel de l'Europe. Ainsi, vouloir l'affaiblir, mais lui prêter secours d'un autre côté pour qu'il se maintienne, cela ne me semble ni cohérent ni sérieux.

Pour en revenir à la Publicité Rédactionnelle : lisez donc le dossier de Lutte Occitane sur : "JEUNE LANGUEDOC - POBLE D'OC", très instructif.
Envoyez 4 F. à :
LUTTE OCCITANE - B.P. 2138
34000 - MONTPELLIER.

On peut penser également, sans avoir jamais sombré dans la folie, que l'organisation d'un espace européen, même dans le contexte capitaliste, peut être un préalable et un stimulant pour les forces de gauche qui se montrent encore bien timides, sinon incapables de se battre autrement que dans la division (imposée par les bourgeois et le capitalisme) en Etats nationaux. Quand le capitalisme, lui, s'est depuis longtemps affranchi de cette servitude qu'il maintient fort opportunément pour ses adversaires. La récente conférence de Bruxelles des partis communistes a donné quelque espoir. Peut-être quelque chose bougera-t-il de ce côté.

En tout cas, nous les Occitans, serons bien obligés un jour ou l'autre de nous poser quelques-unes de ces questions, et d'autres que je laisse dans l'encrier. Si le fédéralisme est bien, comme je le crois, fondamentalement, le dépassement de la division du genre humain, il est hors de doute qu'il reviendra hanter nos pensées. Mais il vaudra mieux que ce ne soit pas par l'intermédiaire de fantômes caricaturaux et d'épouvantails à faire rire même les moineaux.

Bernard LESFARGUES

LA HAINE ET LE MENSONGE

- Poble d'Oc (ex Jeune Languedoc) dans son numéro 17 d'avril 1974, croit bon d'attaquer Fédéchoses et les militants de la J.E.F. Que cette attaque nous vise directement ou qu'elle soit destinée à attaquer Lutte Occitane par personne interposée, ne nous importe pas.

- De toute façon, en matière de label de "progressisme" nous préférons celui qui nous a été attribué par nos camarades de L.Oc, à celui qui aurait pu nous l'être par nos adversaires de Poble d'Oc.

Fédéchoses.

LES FEDERALISTES ET LA POLITIQUE EUROPEENNE
DU GOUVERNEMENT FRANCAIS

Voici le troisième et dernier volet de la longue étude de Bernard Barthalay. Contrôler les institutions européennes actuelles pour savoir quelle véritable Europe nous devons construire, contrôler l'Europe pour décider quelle autre Europe, tel est le thème développé ici.

M. Georges Pompidou est partisan de traiter la coopération politique "à des intervalles pas trop fréquents, mais tout de même réguliers" "entre les plus hauts responsables, entre eux et eux seuls.

Autant dire, ce qu'on savait déjà, que le projet confédéral exclut la participation du peuple à la construction de l'Europe.

Pour M. Georges Pompidou, ... "... C'est une affaire difficile. Chaque fois que l'on propose des solutions, on s'aperçoit qu'elles ne sont pas adéquates".

C'est vrai. Depuis 1960, le projet préparé par le Parlement européen conformément à l'article 138, al. 3, du Traité de Rome, a été enterré par le Conseil des ministres malgré l'existence d'une claire majorité populaire favorable à l'élection. Quoi d'étonnant ? Une décision politique d'une si grande importance exige une forte volonté politique. Mais le Conseil des ministres est un centre de décision qui non seulement ne peut pas former cette volonté, mais qui, au contraire, sert à mobiliser les forces opposées à l'élection.

Cependant, en constatant que les solutions proposées ne conviennent pas, on n'écarte que l'élection directe prévue par le Traité et supposée impossible. Si l'on considère d'autres centres de décision que le Conseil des ministres,

les perspectives changent du tout au tout. C'est pourquoi il faut examiner les initiatives prises depuis quelque temps, notamment en Italie et aux Pays-Bas, pour des élections directes unilatérales des délégués nationaux au Parlement européen.

S'agit-il d'initiatives réalistes et efficaces ?

Elles sont réalistes ; elles donnent lieu à un débat politique ; elles engagent des centres de décision (les parlements nationaux, donc les partis) qui ont la capacité, et par conséquent portent la responsabilité, de prendre la décision ; elles peuvent se réclamer difficilement et partiellement du consensus populaire et des forces politiques et syndicales favorables.

En ce qui concerne le réalisme, c'est suffisant. Un objectif politique est réaliste quand il donne la possibilité de se battre. Si l'on invoque, ou si l'on recherche la certitude de réussir, on ne fait pas de politique, ni l'on ne parle de politique.

Elles sont efficaces, car elles peuvent rendre possible l'élection générale. D'un côté, ces initiatives permettent d'exploiter les occasions favorables qui peuvent se présenter, ne serait-ce qu'à un moment de transition, dans un seul pays, et qui seraient évidemment perdues si l'on ne poursuivait pas cet objectif limité ; de l'autre, le succès dans un pays faciliterait le succès dans d'autres pays, en

déplaçant la balance des forces ; le succès dans plusieurs pays rendrait difficile et même dangereuse pour eux l'opposition des gouvernements comme le gouvernement français, qui refusent obstinément l'élection. Il est facile de nier le droit de vote européen des citoyens, même au point où en est l'intégration européenne, tant qu'il s'agit seulement d'une clause des traités et d'une revendication de principe. Mais il deviendrait difficile de le nier, si ce droit était reconnu et exercé dans plusieurs pays.

Dans la perspective d'une lutte et des succès partiels qui peuvent la faire avancer, l'engagement pour les élections unilatérales prend la valeur d'une étape cruciale dans la lutte pour l'élection générale.

Par l'élection générale, on obtiendrait :

l'organisation de partis européens qui donneraient au Parlement européen une base d'intérêts politiques et de consensus populaire comparable à celle des Etats. On obtiendrait également l'amalgame des intérêts, des problèmes et des besoins créés par l'intégration européenne et la position de l'Europe occidentale dans le monde, ainsi que des anticipations créées par l'élection, avec les motivations du comportement des partis et des syndicats.

On obtiendrait, en substance, le déplacement du cadre de la formation de la volonté politique, des nations à l'Europe, encore que ce soit en l'absence d'organes européens de décision et d'abandon formel de souveraineté de la part des Etats.

Une situation de ce genre peut être considérée comme *préconstitutionnelle* car, partout où les citoyens et les partis interviennent directement, se manifeste la tendance à la formation d'un ordre constitutionnel.

Politiquement, si le succès stratégique, dans la lutte pour l'unité européenne, réside justement dans l'élection directe du Parlement européen, la phase constitutionnelle proprement dite de la construction de l'Europe ne sera plus dès lors que l'exploitation du succès.

Dans l'usage, un Parlement est un organe d'un Etat. Un Parlement qui n'est pas un organe d'un Etat n'est pas un Parlement; sans mobilisation unitaire des forces politiques et sociales par le mécanisme de la représentation, il est impossible d'aller au-delà de la coopération entre Etats. Aussi est-il trivial de dire, comme M. Georges Pompidou,

"tant qu'il n'y aura pas un exécutif européen réel, il ne peut pas y avoir de Parlement européen réel".

Sans doute est-il plus judicieux de constater que l'Europe n'entrera jamais dans la phase constitutionnelle proprement dite, en l'absence d'une situation de pouvoir favorable, autrement dit en l'absence d'un pouvoir européen de fiat capable de s'exprimer en termes constitutionnels. Or, on ne peut pas concevoir un pouvoir européen de fait supérieur à celui qu'on peut créer par une élection générale européenne.

Bernard BARTHALAY

FEDECHOSSES - pour le Fédéralisme.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM Prénom

ADRESSE

Somme : (15 F. minimum) par chèque barré au nom de Jean-Luc PREVEL, adressé à J.E.F. 26, rue Sala - 69002 LYON.

A PROPOS DE LA COUVERTURE DU N° 5

OUVREZ DONC UN AUTRE OEIL, MESSIEURS LES FEDERALISTES !

Quand les femmes cesseront-elles d'être agressées dans les affiches publiques, les écrits, les couvertures de périodiques, par "ceux qui utilisent leurs corps comme une marchandise" ou comme le support d'un pseudo-humour politique ?

Présidée par Simone de Beauvoir, la "ligue du droit des femmes" se propose de "dénoncer sous toutes ses formes la discrimination de sexe" que subissent les femmes (Le Monde - 8 mars 1974, p. 36).

C'est bien d'une telle discrimination qu'il s'agit, quand sur la page de couverture de "Fédéchoses" de janvier-février 1974, on peut voir un politicard du Marché commun inviter galamment des Anglais à l'oeil égrillard, à se vautrer sous le slip d'un corps tronqué de femme, un corps-objet, réduit à ses seuls attributs sexuels.

Nous sommes alors tentées de faire certaines suppositions peu flatteuses à propos des militants de ce canard, quitte à les mettre tous dans le même panier.

Ou ils n'ont pas résolu leurs propres problèmes psychologiques et sexuels et jouent les affranchis en se satisfaisant lâchement ou morbide de la pornographie, après lui avoir donné un contenu soi-disant politique,

Ou ils espèrent attirer les regards d'éventuels lecteurs ; mais sont-ils si peu sûrs et si peu convaincus de leurs propres théories, qu'ils savent à l'avance que par elles-mêmes elles n'attireront personne ?

Ou bien sont-ils complètement innocents, et à cent lieues des véritables problèmes et en particulier de l'oppression que subit la moitié de la population. Et ils prétendent faire de l'information sans s'être eux-mêmes informés, ou pire, sans avoir compris les aspirations à la libération d'un grand nombre de femmes.

Et nous avons bien raison de ne compter que sur nous-mêmes pour que, dans ce domaine, quelque chose change.

Odile THERY et Christine MORIN

TRIBUNE LIBRE

UNE INTERPELLATION : L'OBJECTION DE CONSCIENCE

Etre objecteur signifie bien souvent que l'on appartient à une minorité farfelue, utopique, quelque peu mystique, tout ceci répondant au désir d'apposer une étiquette, évitant bien souvent d'aller chercher plus loin une réponse qui risquerait de bousculer cette "bonne conscience" que l'on a tant de facilité à s'offrir. Pourtant si tu prends un peu de recul, tu vois combien l'homme démissionne face à la violence, pire, il s'habitue ; et l'on entend les gens s'apitoyer pour conclure par le trop fameux "c'est comme ça, on n'y changera rien !".

L'irréalisme de l'objection de conscience, c'est de démasquer ce réalisme qu'est l'habitude ; déshabitude-toi, voilà la lucidité, voilà le réalisme par lequel il convient de commencer.

L'homme doit retrouver sa liberté à l'égard de la violence. Retrouver sa liberté face à la violence, c'est la réponse que veut apporter l'objection de conscience ; en ce sens qu'assimilée à la non-violence, elle constitue une attitude de vie, visant à combattre tout état de violence avec les "armes de la Paix" et par là, peut-être un jour, instaurer un socialisme à visage humain. Pour cela "il n'est pas suffisant que l'objection de conscience ait raison dans l'absolu, il lui faut aussi avoir raison de la réalité historique" (1) - réalité aussi bien sociale qu'individuelle, en ce sens que l'objection de conscience pousse l'être vers une plus grande fidélité à lui-même pour élever le débat à un niveau supérieur, celui de la force morale.

L'homme doit donc, avant tout, sortir de son réformisme. C'est pourquoi l'objection de conscience est en premier lieu un apprentissage de soi ; elle demande une entière adhésion, elle appelle à l'unification de l'être. On a trop longtemps séparé spirituel de réel, il convient au spirituel de marquer de son empreinte la réalité ; la messe n'a pas lieu que le dimanche ? ou bien la religion n'existe pas ? N'en va-t-il pas de même pour l'homme qui n'est pas que ce consommateur salivant aux seuls mots de soldes ou réclames, mais bien avant tout une entité spirituelle. Alors laissons le spirituel reprendre sa suprématie. Il ne suffit pas de s'asseoir autour d'une table et "de refaire le monde", mais bien de "se refaire soi-même" face à la réalité et dans son expérience.

Voilà, je crois, l'objection de conscience.

Hervé GIRERD

(1) Jean-Marie Muller : "L'évangile de la Non-violence".

OBJECTER AU SERVICE MILITAIRE

(Editorial du N° 15 de Federalismo Militante)

Les armées sont l'institution de la violence légalisée. A l'armée, on enseigne que l'humanité est divisée en "compatriotes" et en "ennemis", que ces ennemis doivent être exterminés quand l'intérêt suprême de la nation le réclame.

Le soldat doit oublier que tous les hommes, comme l'enseigne le Christianisme, ont droit à la vie. Le soldat doit accepter qu'avant d'être libéral, démocrate ou socialiste, il est "fils de la patrie" et qu'au nom de la Patrie il doit être prêt à obéir aveuglément, jusqu'au sacrifice suprême de la vie.

Au nom des valeurs du christianisme, du libéralisme, de la démocratie et du socialisme, il faut refuser le service militaire armé.

L'humanité recherche et prétend à la paix. Mais on ne pourra avoir la paix tant que l'on acceptera le principe que les conflits entre les nations doivent être réglés par les forces armées.

Il faut démilitariser la société. Le premier pas est d'objecter au service militaire armé et d'opter pour le service civil, se mettant ainsi, pacifiquement, au service de sa propre communauté.

FEDERALISMO MILITANTE - janvier et février 1974.

Histoire du Mouvement Breton

Le M.O.B. rapproche tous ceux qui ont fait de ce combat le centre de leurs préoccupations politiques. Ses membres sont d'origine extrêmement variée : toutes les classes sociales s'y retrouvent, et aussi, bien sûr, toutes les opinions. Il y a là des anciens du P.N.B., des extrémistes de droite, mais aussi un groupe de jeunes que l'attitude du M.O.B. exaspère parfois quand il se laisse conduire par ses éléments bourgeois. Ce sont ces jeunes, parmi eux Ronan Le Prohon et Yann-Cheun Veillard, qui feront scission en 1964 pour constituer une formation de gauche, l'Union Démocratique Bretonne (U.D.B.), avec l'intention de faire la liaison avec le syndicalisme en Bretagne et de fonder sa revendication politique sur les nécessités du combat des masses ouvrières et paysannes. Dans leur ensemble, ce sont des gens de gauche qui adhèrent au nouveau parti, des jeunes, étudiants ou enseignants

principalement. Chrétiens progressistes, proudhoniens, sociaux démocrates, marxisants se retrouvent à lutter ensemble sur des points concrets et dans une optique réaliste. Mais sa diversité même son refus de prendre position sur une ligne théorique nette, le flou de ses affirmations, conduit prochainement l'U.D.B. à une série de crises. Une direction assez autoritaire peu à peu impose ses vues, exclut la tendance gauchiste, devenue assez forte après mai 68, exclut la tendance nationaliste et se retrouve en 1970 menant un ensemble plus homogène de sociaux démocrates vers l'alliance avec le P.C.F. Une telle évolution oblige évidemment l'U.D.B. à renoncer à toute revendication nationale et même toute réclamation de minorité si ce n'est en matière culturelle. Elle est la principale animatrice de Galv, le comité progressiste pour l'enseignement de la langue bretonne, auquel

participe également Ar Falz toujours vivant depuis la guerre grâce aux efforts soutenus et remarquables de Keravel, digne successeur de Sohier.

Mais s'aligner sur le P.C.F. en matière de politique générale pour ne se distinguer que dans le domaine culturel, c'est là renoncer en fait à tout processus révolutionnaire en Bretagne. Pour avoir refusé de mettre au premier plan de son combat l'offensive pour une Bretagne libre et de le dire, pour avoir préféré l'alliance avec un parti qui eut certes des sympathies pour le Mouvement Breton vers 1935, mais qui depuis s'est montré en Bretagne le champion du nationalisme français oppresseur, du mythe national français, l'U.D.B. est actuellement en perte de vitesse. Elle joue le rôle aujourd'hui de régionaliste de gauche, implantée principalement autour de l'Université de Brest et de celle de Rennes.

Le tournant dans la vie de l'U.D.B. se trouve en janvier 1969. A cette époque, la situation est tendue. Depuis deux ans, des attentats, signés F.L.B., Front de Libération de la Bretagne, se sont multipliés contre les perceptions et à Saint-Brieuc, contre un garage de C.R.S. qui a été entièrement détruit. Dans les derniers jours de 1968, un manifeste venu d'Irlande est communiqué à la presse et à diverses personnalités bretonnes de la part du F.L.B., par le Comité de Bretagne Libre, organe de transmission qui siège à Bray, près de Dublin et que dirige Yann Goulet, ancien membre du P.N.B. Ce manifeste explique la position du F.L.B. et se déclare en faveur de l'instauration d'une Bretagne libre, socialiste, avec ou sans la France selon qu'il sera possible. Au moment où l'on connaît les termes de cet écrit, les premières arrestations ont lieu : beaucoup de jeunes, des ouvriers, des paysans, des étudiants, des prêtres, un architecte, un médecin. Assez vite, devant l'ampleur de l'opération, le gouvernement juge préférable de ne pas la pousser plus loin, d'éviter en particulier l'arrestation d'autres prêtres compromis dans l'affaire. A l'annonce que deux de ses membres sont sous les verrous l'U.D.B. - ou plutôt quelques dirigeants particulièrement influents sans même l'avis du Comité directeur - exclut les deux « fautifs » et prend violemment parti contre le F.L.B., accusé d'être réactionnaire. Des remous très vifs s'ensuivent : démission d'un membre du Comité directeur qui désapprouve l'attitude prise par le parti, déclarations contradictoires de la section de Paris, réputée gauchiste.

Pendant les six mois que les cinquante détenus passeront sous les verrous, un large mouvement de sympathie se manifeste en Bretagne. Les collectes organisées en leur faveur (L'U.D.B. même y participe non sans contradiction !) recueillent des sommes importantes. Aucune manifestation d'hostilité, beaucoup de témoignages d'accord. Tout le monde sait maintenant

que la Bretagne se meurt par la faute de puissances économiques et politiques étrangères et on respecte les hommes qui n'ont pas hésité à risquer leur liberté pour le faire connaître. Le monde en parle d'ailleurs et ce n'est pas le moindre souci du gouvernement français pour qui toute publicité autour de l'autonomisme breton est un danger. Plutôt que de subir la presse étrangère à un procès public, Georges Pompidou en don de gracieux avènement, amnistie en juin 1969, non les hommes, puisqu'ils ne sont pas condamnés, mais les faits commis sur le territoire des cinq départements.

La libération des détenus provoque dès l'été 69 des pourparlers entre divers organismes politiques bretons et les membres du F.L.B. en vue de la constitution d'un front uni de libération. Le promoteur en est le jeune Comité Révolutionnaire Breton, qui se réclame du marxisme révolutionnaire et veut se rattacher au grand courant mondial de libération des peuples. Un meeting à la Mutualité à Paris, en novembre 1969 fait connaître ce F.L.B. bis dont les activités ensuite se ralentiront, par suite d'un manque d'accord entre les participants.

Le Comité révolutionnaire breton dont les animateurs sont Yann-Morvan Gefflot, Gouyon Matignon et Le Souëzec a reconnu la légitimité de l'action du F.L.B. Il prétend qu'en dépit d'un recrutement politique mêlé, cet organisme a eu une action et une efficacité véritablement révolutionnaires, tant pour la prise de conscience des masses en Bretagne, que pour la connaissance à l'extérieur du mouvement de libération de notre pays. Il affirme que la Bretagne est une minorité nationale opprimée, **doublément prolétaire** comme le disait Sohier. Pour lui, la lutte contre l'impérialisme français est aussi la lutte contre le capitalisme extérieur et intérieur qu'il exprime. Il veut remettre au peuple breton la direction de ses propres affaires.

La partie la plus active de la jeune paysannerie bretonne envisage la création d'une Bretagne socialiste. C'est elle qui, en octobre 68, a attaqué les C.R.S. à Quimper. A Nantes, à la grève des Batignolles (le 71, le chapeau breton flotte dans le défilé des ouvriers à côté du drapeau rouge et du drapeau noir, retrouvant la place historique qu'il avait eu à la Sorbonne en mai 68. A Saint-Nazaire, de longue date, dans la classe ouvrière, des traditions libertaires ont fait regarder avec sympathie du côté du Mouvement Breton.

article paru dans
BRETAGNE REVOLUTIONNAIRE
8, rue d'Argentré 35000 Rennes.

NOTES FEDERALISTES

UNE TABLE RONDE

La deuxième table ronde organisée par la J.E.F.-PARIS, a eu lieu devant une trentaine de personnes, le 9 mars 1974, sur le thème "les minorités nationales face à la construction d'une Europe fédéraliste, c'est-à-dire fédérale et autogestionnaire". Seul, "Politique-Hebdo" avait annoncé sa tenue.

La réunion présidée par Laura Bonica Carlini (J.E.F. Ligurie) a vu des interventions de B. Lesfargues pour les fédéralistes, de camarades du P.S.U., de Lutte Occitane, du Parti communiste breton, notamment.

L'Union démocratique bretonne qui avait annoncé sa présence, n'était pas là. Par contre un militant de Poble d'Oc, organisation fascisante non invitée, était présent.

Après l'intervention d'une camarade du "Comité de soutien aux Réfugiés politiques basques", le principe d'un tract de soutien commun à l'action des grévistes de la faim de Bayonne, Louvain et Paris, a été décidé.

UNE ACTION

SOUTIEN AUX REFUGIES POLITIQUES BASQUES

Pour faire échec à la basse complaisance du régime de Pompidou à l'égard du fascisme franquiste qui a entraîné leur expulsion, plus de 60 Basques font actuellement des grèves de la faim massives à BAYONNE, PARIS, LOUVAIN (Belgique). Devant cette honteuse complicité, ils mènent une lutte très dure depuis le 1er janvier.

LA SITUATION DES GREVISTES DE LA FAIM DEVIENT TRES CRITIQUE.

12 réfugiés sont hospitalisés à Bayonne et sont dans un état semi-comateux; ne prenant ni sucre ni eau, refusant toute perfusion, ils risquent la mort dans un bref délai.

Sans fournir la moindre preuve du "non-respect de la neutralité politique", le Pouvoir a ordonné plus de 40 expulsions et assignations à résidence. Il expulse, condamne, dans l'arbitraire le plus total. Face à l'arsenal répressif, les réfugiés sont désarmés ; leur lutte, la grève de la faim, est non-violente.

LES REFUGIES POLITIQUES BASQUES EXIGENT :

- l'abrogation de toutes les mesures administratives prises à leur encontre ;
- l'obtention pour tous de la carte de séjour ;

- l'assurance que les mesures d'expulsion ne seront désormais prises que par décision d'un tribunal judiciaire sanctionnant des délits éventuels ;
- le respect du Droit des Basques de vivre et travailler chez eux, en Pays Basque.

Brisons le mur du mensonge et du silence établi par le pouvoir.

Soutenons la lutte des réfugiés politiques basques. Soutenons la lutte spécifique du prolétariat basque : la lutte des classes qui subissent l'oppression nationale.

CONTRE LA DICTATURE FRANQUISTE QUI VIENT D'ASSASSINER PUIG ANTICH
SOLIDARITE DU PROLETARIAT ET DES PEUPLES OPPRIMES DE TOUS LES PAYS.

Venez nombreux apporter votre soutien aux GREVISTES DE LA FAIM DE PARIS
12, rue Censier (Métro Censier).

OFFREZ VOTRE SOUTIEN AUX REFUGIES POLITIQUES BASQUES.
GORA EUSKADI SOZIALISMOAN ASKATUA.

- Comité de Soutien aux Réfugiés Politiques Basques
- Lutte Occitane
- Jeunesse Européenne Fédéraliste
- Parti Communiste Breton
- Parti Corse Socialiste
- Parti Socialiste Unifié.

DANS LE PROCHAIN NUMERO : (Troisième trimestre 1974)

- Une étude de nos camarades du P.S. portugais (comme dans les numéros 4 et 5 de Fédéchoses) sur les récents événements.
- Un article de Alberto Majocchi sur "la stratégie du P.C.I. et la voie européenne au socialisme".
- "1974 - U.S.A. : les vieillards délaissés" par Michael Henley, jeune économiste américain.
- La présence de la J.E.F.-paris aux assises du Mouvement pour l'autogestion socialiste.

EURO-GAG

Je passe très
bien à la télé
Pas vrai ?



VOTEZ

PROUDHON



Les fédéralistes et l'élection présidentielle

Divers droite
Divers gauche
Divers modéré
Diver//
Divers-ion
Diver-CIFE-ication
Dix vers Quoi?
Dix verts cons.